



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 08 du 24 février 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 25 février 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	161
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>161</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>161</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	161
Extrait de l'arrêté du 17 février 2009 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de l' « Alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et de la restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson » .....	161
Extrait de l'arrêté du 17 février 2009 autorisant GRTgaz à construire et à exploiter la canalisation de transport de gaz combustible « Alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson » .....	161
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	162
Extrait de l'arrêté du 19 février 2009 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul .....	162
Extrait de l'arrêté du 19 février 2009 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey .....	162
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	163
Arrêté du 23 février 2009 donnant délégation de pouvoirs au responsable du service Bois de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts .....	163
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>163</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	163
Extrait de l'arrêté du 20 février 2009, désignant les membres du comité appelés à siéger au comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics, suite aux élections municipales et cantonales.....	163
<b>SERVICES DECENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>163</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>163</b>
Service agriculture - forêt - chasse.....	163
Extrait de l'arrêté DDEA/2009/AFC/055 du 23 février 2009 pour le lancement de l'appel à candidatures pour la labellisation des organismes chargés de l'accueil et de l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	163
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>164</b>
Extrait de l'arrêté du 16 février 2009 portant agrément de la société Paysan Bio Lorrain, 9 rue de la Vologne - 54520 Laxou, en qualité de société coopérative d'intérêt collectif .....	164
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>164</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY .....</b>	<b>164</b>
Décision n° 0009/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature .....	164
Décision n° 0010/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature .....	166
Décision n° 0011/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature .....	166
Décision n° 0012/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature .....	167

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Extrait de l'arrêté du 17 février 2009 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de l' « Alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et de la restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de l'alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et de la restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson, sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, fera l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux et sera affiché en mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson pendant une durée d'au moins un mois.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : MM. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, et le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le Directeur de GRTgaz.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 17 février 2009 autorisant GRTgaz à construire et à exploiter la canalisation de transport de gaz combustible « Alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par GRTgaz d'ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation d'alimentation de la centrale à cycle combiné gaz EDF et de restructuration du réseau à Blénod-lès-Pont-à-Mousson établis conformément au tracé figurant au plan n° 54-A597-CGT du 02/04/2008 annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux décrets susvisés. A charge à l'exploitant de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE NOMINAL	OBSERVATIONS
Canalisation DN 400	1.7	67.7	400	Implantée à proximité du parc à charbon (arrivée DN 400)
Poste de demi-coupe DN 400		67.7		
Canalisation DN 300	0.350	67.7	300	Implantée à proximité du parc à charbon (départ DN 300)
Poste de demi-coupe DN 300 à créer		67.7		

2° Ouvrages de traitement, de compression :

Sans objet

3° Postes de livraison et/ou postes de détente :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION géographique (commune d'implantation)	PERFORMANCE NOMINALE (puissance, débit)	OBSERVATIONS
Poste de comptage et de livraison DN 300 « turbine EDF »	A proximité du parc à charbon EDF-BLENOD-LES-PONT-A-MOISSON (54)	80 000 m3/h	Alimentation de la turbine EDF
Poste de comptage et de livraison DN 80 « auxiliaire EDF »	A proximité du parc à charbon EDF-BLENOD-LES-PONT-A-MOISSON (54)	3 000 m3/h	Alimentation des auxiliaires

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés sont construits sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée à GRTgaz aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle AM-0001 accordée par arrêté du 04/06/2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au point d'entrée du réseau objet de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre : 10, 7 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché en mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson pendant une durée d'au moins un mois.

Article 11 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ; par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 12 : MM. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, et le Directeur de GRTgaz.

Nancy, le 17 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

**Extrait de l'arrêté du 19 février 2009 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : L'arrêté préfectoral du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de NANCY, LUNEVILLE et TOUL est abrogé.

Article 2 : Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers, compétente pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND de l'union départementale CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV) – 2 rue des Fabriques – 54000 NANCY

Suppléant

- Mme Bernadette MORIN de l'association UFC QUE CHOISIR – 76, rue de la Hache – 54000 NANCY

Au titre de l'association française des établissements de crédit et d'investissement

Titulaire

- Mme Catherine RENAULD responsable du service recouvrement- CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE-EST – 16 rue Raymond Poincaré - 54000 NANCY

Suppléant

- M. Jean-Pierre SKIERKOWSKI - CETELEM – immeuble Millenium – 2/3 Zac cœur Bastide – 9/13 rue Jean-Paul Alaux – 33072 BORDEAUX CEDEX.

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- M. Jean-Paul LACRESSE, représentant de la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES – 10 allée Saint Exupéry – 54510 TOMBLAINE

Au titre de la personne juriste

Une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Article 3 : Les membres désignés ci-dessus sont nommés pour une durée d'un an renouvelable.

Article 4 : Le présent arrêté est applicable à compter du 3 mars 2009.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet chargé de la cohésion sociale, M. le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 19 février 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Extrait de l'arrêté du 19 février 2009 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : L'arrêté préfectoral du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de BRIEY est abrogé.

Article 2 : Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de BRIEY :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK de l'association CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV)

Suppléant

- Mme Christiane CORRADI de l'association CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES ( CSF)

Au titre de l'association française des établissements de crédit et d'investissement

Titulaire

- M. Céranne BRIZION – CAISSE DE CREDIT MUTUEL de Longwy-bas – place Leclerc – 54400 LONGWY

Suppléant

- Mme Danielle GNEMMI – BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE CHAMPAGNE – 5, rue Jean Renoir – 57100 THIONVILLE

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Mme Brigitte KOSINSKI – service tutelle UDAF – 15 C, rue Anatole France – 54400 LONGWY

Au titre de la personne juriste

- Maître Pierre LACROIX – 4 place Maillot- 54150 BRIEY

Article 3 : Les membres désignés ci-dessus sont nommés pour une durée d'un an renouvelable.

Article 4 : Le présent arrêté est applicable à compter du 13 mars 2009.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 19 février 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté du 23 février 2009 donnant délégation de pouvoirs au responsable du service Bois de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Jean-Philippe MARECHAL, en sa qualité de responsable du service bois de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts (ONF), afin de présider la vente par adjudication publique sur soumissions de bois façonnés en bloc provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités, le jeudi 26 février 2009, à partir de 8 heures, au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

Article 2 : En cas d'absence de M. Jean-Philippe MARECHAL, la délégation qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée par M. Denis STAUFFER responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'ONF.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Philippe MARCHAL, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 23 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté du 20 février 2009, désignant les membres du comité appelés à siéger au comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics, suite aux élections municipales et cantonales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : Sont appelés à siéger au comité consultatif interrégional pour le règlement amiable de litiges relatifs aux marchés publics, centre de Nancy, les représentants inscrits au tableau de l'annexe ci-jointe.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et les autorités ayant effectué les propositions sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera transmise au ministre de l'économie, de l'industrie et de l'Emploi, au président du comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics – centre de Nancy, et qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle et des régions Alsace, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Nord-pas-de-Calais et Picardie.

Nancy, le 20 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*L'annexe au présent arrêté est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

*Service agriculture - forêt - chasse*

**Extrait de l'arrêté DDEA/2009/AFC/055 du 23 février 2009 pour le lancement de l'appel à candidatures pour la labellisation des organismes chargés de l'accueil et de l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'appel à candidatures

Le présent appel à candidatures a pour objet la labellisation d'une part de l'organisme en charge d'accueillir les candidats à l'installation en agriculture (Point Info Installation), d'autre part de l'organisme chargé de monter les plans de professionnalisation personnalisés (Centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés).

Les candidatures pourront n'être déposées que pour l'un ou l'autre des labels.

Article 2 : Le point info installation (PII)

Pourra être labellisée en tant que point info installation toute structure départementale ayant répondu au présent appel à candidature dans les délais prévus à l'article 4 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe 1.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges en vue de faciliter l'accès à l'information pour les candidats à l'installation susceptibles d'être éligibles aux aides de l'Etat accordées par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Article 3 : Le Centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés (CEPPP)

Pourra être labellisé en tant que centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés tout organisme de formation déclaré à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ou une structure ayant une convention avec un organisme de formation, ayant répondu au présent appel à candidature dans les délais prévus à l'article 4 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe 2.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges et atteindre l'objectif principal de permettre à tout porteur de projet d'une installation en agriculture de bénéficier d'une assistance pour la réalisation du parcours de professionnalisation personnalisé. A cette fin, ils rempliront de manière précise le dossier de candidature qui se trouve en dernière partie du cahier des charges.

La labellisation est conditionnée par la présentation d'une liste de conseillers conventionnés qui peuvent être des personnes indépendantes ou des salariés de l'organisme labellisé CEPPP ou d'autres structures agricoles. Les CV de ces conseillers devront être fournis afin de pouvoir constater que leur niveau de qualification est conforme au cahier des charges. Pour composer cette liste, le CEPPP devra intégrer dans ses choix la nécessité de prendre en compte la pluralité et la diversité de l'agriculture et des projets.

Article 4 : Retrait et dépôt des dossiers

Le cahier des charges et le dossier de candidature sont à retirer, auprès de la Direction départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle - Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle n° 60025 – 54035 – NANCY cedex ou sur le site de la préfecture de Meurthe-et-Moselle : [www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr).

Les candidatures sont à déposer avant le 25 mars 2009 auprès de la Direction départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle – Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle 60025 – 54035 NANCY cedex.

Article 5 : Instruction des dossiers et décision

La labellisation sera conférée par le préfet de département sur proposition du comité départemental à l'installation et après avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Article 6 : Durée de la labellisation

Les labels prévus aux articles 2 et 3 seront octroyés pour une durée de trois ans.

Article 7 : Article d'exécution

Le Directeur départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Les annexes 1 (cahier des charges du point info installation) et 2 (dossier de demande de labellisation des organismes pour la procédure d'élaboration et de suivi des plans de professionnalisation personnalisés) peuvent être consultées à la DDEA - Service AFC - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 Nancy Cedex ou sur le site internet : <http://ddaf.meurthe-et-moselle.agriculture.gouv.fr>*

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Extrait de l'arrêté du 16 février 2009 portant agrément de la société Paysan Bio Lorrain, 9 rue de la Vologne - 54520 Laxou, en qualité de société coopérative d'intérêt collectif**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la société justifie du caractère d'utilité sociale des biens et des services d'intérêt collectif qu'elle se propose de produire ou de fournir,

### ARRETE

Article 1 : la société Paysan Bio Lorrain, dont le siège social est situé – Bâtiment F – 9, rue de la Vologne - 54520 LAXOU, est agréée en qualité de société coopérative d'intérêt collectif.

Article 2 : l'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : l'agrément peut être retiré pour des motifs tenant à la méconnaissance de l'objet social pour lequel la société a été agréée, des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou à une détérioration des conditions de son fonctionnement susceptible de mettre en cause son existence.

La décision portant retrait d'agrément ne peut intervenir qu'après que la société coopérative d'intérêt collectif a été mise à même de présenter ses observations sur les griefs retenus à son encontre.

Article 4 : La société coopérative d'intérêt collectif est tenue de communiquer, à la demande du préfet, ou à celle de l'autorité administrative dont relèvent les agréments, habilitations et conventions, ou les aides et avantages financiers directs ou indirects accordés, tous documents et renseignements relatifs à son activité, à son fonctionnement et à sa situation financière.

Elle est également tenue d'informer le préfet de toute modification de ses statuts ou de son objet social.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 16 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du Travail, des relations sociales et de la Solidarité (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

## AUTRES SERVICES

### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

**Décision n° 0009/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature**

Le directeur

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 2003 nommant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;  
VU la décision N° 028/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1er juillet 2008 ;  
VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;  
VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

#### DECIDE

Article 1 : La décision n° 051/08 du 12 novembre 2008 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,
- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Françoise BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les attestations et les certificats relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER, Madame BELCOURT recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER et de Madame BELCOURT, Madame Brigitte CHEVALLIER et Madame Josette GARNY, Adjointes des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle CAILLIER, la délégation susvisée sera exercée par Madame BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion des Instituts et ne relevant pas du rôle spécifique du directeur des soins-coordonnateur des instituts concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Monsieur Georges PIERRON, directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents à l'exclusion des conventions passées avec les universités, les associations ou les établissements de santé pour les intervenants aux actions de formation, des contrats et des attestations relatives à la gestion des personnels,
- toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels et aux collectivités territoriales, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

c) Délégation permanente est donnée à Mme DANAN Jane-laure, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI,
- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

d) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS,
- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

e) En cas d'absence de Mme CAILLIER Isabelle et de M. PIERRON Georges, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :  
- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

f) En cas d'absence de Mme CAILLIER Isabelle et de M. PIERRON Georges, délégation est

donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 16 février 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 16 février 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° 0010/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature**

Le directeur

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

**D E C I D E**

Article 1 : La décision n° 053/08 du 12 novembre 2008 est annulée.

Article 2 : Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- Les marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, tous bons de commandes, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;

- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Mademoiselle Stéphanie KRIGUER, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques.

- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courantes, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 7 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 8 : La présente délégation prend effet le 16 février 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 16 février 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° 0011/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature**

Le directeur

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Nadine VAUTRIN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy,

**D E C I D E**

Article 1 : La décision n° 050/09 du 12 novembre 2008 est annulée.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Madame Lydie MAUGOUST, Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Qualité.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.



Article 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 16 février 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 16 février 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

#### Décision n° 0012/09 du 16 février 2009 portant délégation de signature

Le directeur

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 désignant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 15 novembre 2002 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

#### DECIDE

Article 1 : La décision n° 052/08 du 12 novembre 2008 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de service.

c) Délégation de signature pour toutes les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER, délégation est donnée à Mademoiselle Marie KETTNER, Attachée d'Administration Hospitalière pour ce qui concerne :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés.
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites,

b) tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier.

c) les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER et de Mademoiselle Marie KETTNER conjointement, délégation est donnée à :

- Madame Anne GOULESQUE, Attachée d'Administration Hospitalière, pour tout ce qui concerne les différents items de l'Article 3 ;
- Madame Nathalie LIENARD, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points b - c de l'article 3 ;
- Madame Nelly MIRLAND, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Monsieur Marc WAWRZYNIAK, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;

- Madame Myriam LE-BOHEC, Adjoint Administratif, pour tout ce qui concerne les demandes d'utilisation de la ligne de trésorerie.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Monsieur CORDIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'information Hospitalier.

Article 6 : En cas d'absence de Madame BISAGA, délégation est donnée à Monsieur Stéphane HERBIET, ingénieur chef de projet, pour ce qui concerne l'article 5.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 8 : Les signatures des agents visés à l'article 3, 4 et 5 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 : La présente délégation prend effet le 16 février 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 16 février 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

